



## **Termes de référence d'une étude de faisabilité indépendante**

Intitulé du programme :  
Promotion de pratiques agro écologiques: PRAGRECOL

Couverture géographique :  
Les zones agroécologiques du Kirimiro, du Buyenzi et du Mumirwa, Communes de Ngozi, Busiga, Rutegama, Giheta, Bubanza et Musigati

Organisations partenaires	ADISCO, UHACOM
Couverture géographique : mondiale, région, pays	Burundi ; Communes de Ngozi, Busiga, Rutegama, Giheta, Bubanza et Musigati
Durée du programme	01.10.2019 – 31.09.2022
Budget du programme	650.000 Euro
Commanditaire de l'étude de faisabilité	OXFAM

## **I. CONTEXTE ET BUT DE L'ÉTUDE**

Dans le but d'évaluer la faisabilité d'un programme qui se trouve actuellement en phase de planification, les organisations partenaires OXFAM, ADISCO et UHACOM prévoient une étude de faisabilité indépendante afin de s'assurer que le projet répond aux problèmes majeurs identifiés et que les objectifs et mesures proposés sont appropriés, répondent aux critères de viabilité et peuvent être réalisés avec le budget proposé.

Les interventions proposées dans le cadre de ce programme se basent principalement sur les expériences acquises par les deux organisations partenaires ADISCO et UHACOM dans l'appui au développement à la base, particulièrement dans la promotion des pratiques agro-écologiques dans plusieurs localités du Burundi, principalement dans les Communes de Ngozi, Busiga, Rutegama, Giheta, Bubanza et Musigati.

### **I.1. Contexte de l'intervention, brève description de la situation de départ .**

Les régions des hauts-plateaux du Burundi (Kirimiro et Buyenzi), toutes surpeuplées, jouissent d'un climat doux d'altitude et pratiquent une agriculture intensive à raison d'une moyenne de 0.37 hectares par ménage, qui doivent supporter deux saisons agricoles sans aucun repos. C'est pour forcer ces terres déjà très acides à produire que les populations recourent à l'usage intensif des engrais chimiques et des pesticides. On assiste, en particulier dans la région du Kirimiro, à la formation de carapaces latéritiques et à la pollution des eaux des rivières en particulier dans les zones de maraichage souvent situées dans les bas-fonds et qui exigent encore plus d'engrais et de pesticides, en particulier dans la région du Mumirwa, proche de la ville de Bujumbura.

Le programme de subvention des engrais au Burundi a permis en quatre ans de multiplier par onze la consommation des engrais (de 5.000 tonnes à 54.000 tonnes). Les statistiques du Programme national de subvention des engrais au Burundi (PNSEB) indiquent clairement que ce sont ces régions surpeuplées qui sont les principales consommatrices de ces engrais pour essayer de forcer des terres devenues stériles à produire quelque chose. Ces engrais représentent un coût important que les ménages les plus pauvres n'arrivent pas à trouver, malgré la subvention. L'engrais privilégié par les paysans et donc le PNSEB est le diamino-phosphate (DAP) connu pour être acidifiant, sur des sols déjà fortement désaturés et donc déjà acides.

Les doses de pesticides utilisées dépassent parfois de dix fois les normes européennes en particulier dans les régions plus chaudes de l'Imbo ou du Mumirwa. Les maraichers ont même réussi à persuader les consommateurs que les tomates et autres légumes traités se conservent mieux et auraient un meilleur goût. Il s'agit d'un grave problème de santé publique. Les populations sont directement empoisonnées par les fruits et les feuilles, mais aussi par les rivières également polluées par des excès d'azote et de pesticides.

Il est donc crucial de promouvoir des pratiques agro-écologiques rentables et qui peuvent être promues à grande échelle. En effet, les propositions de pratiques agroécologiques actuelles restent peu élaborées, peu attractives, car souvent très exigeantes en main d'œuvre ou en ressources. C'est dire qu'il est capital de développer des pratiques qui permettent de maintenir, voire d'améliorer la production en recourant à un usage limité d'intrants externes et d'en faire la promotion auprès des décideurs nationaux et internationaux.

Le projet veut donc identifier les meilleures pratiques/modèles, les tester, les traduire en modules de formation qui seront enseignés d'abord aux leaders-formateurs paysans et ensuite diffusés à grande échelle. Ces modèles seront ensuite utilisés pour faire du plaidoyer auprès des décideurs nationaux et internationaux pour leur intégration dans les politiques agricoles nationales et internationales.

## **I.2. Brève description de la démarche d'élaboration des propositions**

### **I.2.1. Origines des idées de ce projet**

Lors des missions de suivi, de coaching et d'accompagnement des équipes de terrain chargées de l'accompagnement des coopératives, à travers de nombreuses sessions de réflexion pour aider les paysans à améliorer leurs conditions de vie, ces derniers ont souligné les retombées importantes en termes de production et de revenus que procurent la mise en place des exploitations Familiales Intégrées (EFI). En effet, les exploitations familiales s'intègrent dans une logique agroécologique dans leur dimension de la mise en œuvre des actions, permettant une fertilité des parcelles croissante grâce notamment à des pratiques liées au compostage, à l'agro foresterie, aux semences adéquates, à la gestion de l'eau et la mise en œuvre des bonnes pratiques agronomiques dans la fertilisation et pulvérisation des intrants industriels.

Aussi, les ateliers de formation réalisés par les équipes des projets dans le cadre des renforcements des capacités des animateurs endogènes sur les appuis techniques qu'ils peuvent proposer aux ménages ont évoqué la question de l'utilisation des intrants externes comme facteurs de production. Au cours de ces ateliers, il est apparu que les encouragements à l'utilisation des engrais s'intensifient davantage dans les programmes de vulgarisation, mais les alternatives crédibles de limitation des exportations des éléments potentiellement nuisibles à la santé des consommateurs, des sols et des écosystèmes ne semblent pas trouver beaucoup de soutiens. Ici, l'exemple est le processus de certification biologique des cafés produits par les paysans qui ne concerne qu'une infime partie de la production nationale, mais aussi le manque flagrant de l'implication des autorités techniques habilitées explique le fait que ce mode de production n'est envisageable que dans le cadre des marchés de niches dont les consommateurs intègrent cette exigence comme condition d'établissement des relations d'affaires avec les producteurs.

Egalement, les faitières accompagnées par ADISCO, en particulier l'UHACOM, ont acquis de l'expérience dans la commercialisation des produits issus des ménages et des coopératives. Les commandes qu'elle enregistre montrent une prise de conscience assez timide des consommateurs sur la qualité des produits qu'elle propose. Les clients commencent à se soucier des risques sanitaires posés par la consommation des produits très pollués, ce qui explique le fait que les jus naturels de l'UHACOM ainsi que les céréales secs, comme le maïs, commercialisés par l'UHACOM sont plus demandés par les consommateurs, qui s'assurent que leur consommation ne comporte pas de danger lié à leur processus de production.

Par ailleurs, l'ADISCO a entrepris avec les coopératives, principalement fruitières, un programme de formation des encadreurs dans le souci d'avoir les capacités en termes de personnel capables de maîtriser les exigences des marchés pour les produits tropicaux grâce au soutien du COLEACP (comité de liaison Europe, Afrique, Caraïbes, Pacifique), interprofession dont ADISCO est devenu membre en 2017 et qui a la mission de former les exportateurs du Sud à la satisfaction des conditionnalités posées par les marchés européens. Un des parcours de cette formation concerne la certification des exploitations en agriculture biologique, qui, bien entendu, comprend la dimension écologique dans ses principes. Les retours obtenus au cours de la mise en œuvre de ces formations

au niveau des producteurs ont encouragé la nécessité d'un projet spécifique centré sur les bonnes pratiques agroécologiques à mettre à échelle.

Enfin, ADISCO avec les autres partenaires de l'ONG BD, dans le souci d'adéquation des besoins en appui des ménages au paquet d'accompagnement proposé par les ONG d'appui, a beaucoup travaillé sur la co-construction sociale d'une demande d'appui avec les paysans bénéficiaires. Ce processus vise à identifier les défis liés à l'exploitation ainsi que les solutions propres au producteur qui peuvent être mises en place. La plupart des ménages appuyés ont ainsi identifié les contraintes liées à la fertilisation des champs notamment l'usage des engrais tout en soulignant le peu d'informations dont ils disposent sur les dangers liés à leur utilisation.

### **I.2.2. Participation des bénéficiaires et autres partenaires dans le processus**

Fort de ces constats, les ménages accompagnés par ADISCO au niveau des coopératives ainsi que les coopératives elles mêmes ont émis l'idée de concentrer les efforts sur le système de production agroécologique ainsi que la création d'un marché de niche bio ou quasi bio (en conversion) qui sera réservé aux clients de l'UHACOM consciencieux, ainsi que l'initiation d'un processus d'influencing pour la prise de conscience des autorités publiques et techniques au sujet des itinéraires agroécologiques.

Les équipes de planification ainsi que les bénéficiaires ont alors identifié une série d'activités d'appui à ce mode de production ainsi que les partenaires clés à impliquer. Le processus de co-construction sociale des demandes en appui se faisant de façon la plus participative possible, a élargi la définition des besoins réels en appui aux paysans à la participation des cadres de l'état. Ainsi, les agents du ministère technique, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement sont impliqués dans les processus de recherche action d'identification des besoins. Les résultats de ces doléances des populations en appui ont constitué une autre source secondaire des activités planifiés dans le présent projet<sup>1</sup>

Le débat ainsi préparé a permis à ADISCO de lancer un premier projet sur la promotion de l'agroécologie et l'économie sociale et solidaire<sup>2</sup>, qui, grâce au partenariat de l'ONG BD, a permis aux partenaires de cette organisation à initier ensemble des activités de recherche action sur des thématiques identifiées comme composantes des pratiques agroécologiques afin d'en évaluer la répliquabilité. Plusieurs thèmes, incluant les associations des cultures, le compostage, les semences paysannes, la lutte anti érosive, la fertilisation mixte, etc. ont été essayés par les différents partenaires du projet.

### **I.2.3. Intégration des préoccupations des hommes et des femmes**

Les dynamiques accompagnées par ADISCO au niveau des coopératives comptent 47% de femmes, mais la décision sage qu'à pris ADISCO dans son processus d'accompagnement a été d'embrasser une approche ménage par laquelle l'homme, la femme et les enfants participent dans la définition de leur plan de développement en s'assurant que les préoccupations des uns et des autres sont considérées. Pour cela, l'ADISCO dispose déjà d'une approche développée grâce à l'appui d'ODE pour son gender mainstreaming: le GALS - ou gender action learning system - qui le plus simplement possible a permis de recueillir les avis des hommes et des femmes sur leurs besoins en accompagnement au cours des interviews, des formations et des activités d'appui menées dans le cadre de différents projets et qui ont d'une certaine façon alimenté la présente conception.

L'autre aspect est le choix délibéré d'inclure la promotion des filières vivrières qui ont l'effet de renforcer le pouvoir économique des femmes, permettant plus facilement le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages. Cependant, le projet est tourné en même temps le travail sur

<sup>1</sup> Recherche action sur la co construction d'une demande d'accompagnement. SUpAgro .Ngozi. 2017

<sup>2</sup> Rapport annuel du projet Promotion de l'Agro écologie et de l'ECOSOL. 2017

les filières commerciale va aider les ménages et les coopératives à créer plus de revenus pour investir dans des itinéraires agro écologiques durables.

#### **I.2.4. Soutien attendu aux groupes perçus comme vulnérables**

De façon spéciale, le présent projet aura un effet important sur les petits paysans plus pauvres qui ont des difficultés à faire produire de manière viable leur petites exploitations par manque des capacités d'investissement dans les facteurs de production indispensables comme la semence productive, des fertilisants organiques, etc. D'un côté, ils pourront bénéficier des compétences dans la gestion de leurs exploitations dans des conditions d'apports limités d'intrants de synthèse par des visites sur des champs de démonstration ou fermes agroécologiques mis en place par leurs pairs paysans directement appuyés par le projet. D'un autre côté des intrants qui pourront être produit dans le cadre du projet seront diffusés dans la communauté. Aussi, le projet va proposer des mécanismes innovants de financement des investissements individuels nécessaires pour mettre en place certaines pratiques agroécologiques, dont ces groupes pourront aussi bénéficier dans le cadre des appuis rotatifs.

#### **I.2.5. Synergies à valoriser**

Le thème agroécologie est relativement peu abordé dans les débats sur les politiques agricoles au Burundi. La nette performance du programme de subvention des engrais PNSEB semble avoir éclipsé les possibilités de mettre en perspective les effets tant sur la production et la santé des écosystèmes de cette intensification de l'emploi des intrants de synthèse sur des sols déjà en mal de matière organique.

Cependant le projet compte valoriser par le biais des synergies les résultats obtenus par le projet de recherche action « Promotion de l'ECOCOSOL et de l'agro écologie au Burundi » piloté par le centre de recherche UPH et qui implique les partenaires de l'ONG BD au Burundi à savoir INADES, CNAC, CAM et ADISCO. Il s'agira surtout d'utiliser les matériaux produits dans la mise en place des fiches techniques et de mettre à échelle les approches et les pratiques que le projet aura testées et validées. D'autres synergies seront trouvées avec le consortium du projet « Fertilité » financé par la DUE Burundi qui va notamment se concentrer sur les analyses des sols, les formations des ménages, l'appui dans l'accès à la matière organique ainsi que la structuration d'une plateforme fertilité.

### **I.3. Couverture géographique, organisation et répartition par partenaire ; cadre temporel du programme**

#### **I.3.1. Zones du projet**

Le projet se réalise en premier lieu auprès de paysans, propriétaires des exploitations intégrées (EFI) et membres des groupes d'autopromotion (IGG). Il les appuie dans des coopératives accompagnées par ADISCO et membres de l'Union Haguruka des coopératives multi-filières (UHACOM) ci-après :

- Dans l'antenne du centre (Région du Kirimiro) : les paysans autour des coopératives Turamirize en commune Rutegama (900 ménages) et coopérative Terujimbere en commune Giheta (990 ménages).

- Dans l'antenne de Ngozi (région du Buyenzi) : les paysans autour des coopératives Tubamurikire en commune Ngozi (1180 ménages) et coopérative Ntituzerinze de Busiga (705 ménages).
- Dans l'antenne du Mumirwa : les paysans autour des coopératives Twogorore de Bubanza en commune Bubanza (1240 ménages) et coopérative Ndangamuco en commune Musigati (600 ménages).

Il s'agit de 5.615 ménages dont 54% de femmes, soit près de 33.000 personnes directement touchées par ce projet. Il s'agit de paysans pauvres, mais économiquement actifs dont la majorité vit en dessous du seuil de pauvreté.

Deuxièmement, le projet cible les consommateurs des produits avec un niveau de revenus assez élevé pour supporter le surcoût lié à la qualité supérieure des produits. Enfin, les acteurs clés dans la formulation des politiques agricoles seront ciblés par le plaidoyer .

### **I.3.2. Les bénéficiaires du projet**

#### **□ 1. Bénéficiaires directs :**

##### **1.1. Les ménages propriétaires des exploitations familiales intégrées (EFI).**

Ici, il s'agit des ménages établis dans les six communes d'intervention du projet. Normalement, les ménages accompagnés par ADISCO le sont en couple pour la plupart des cas et donc on s'attend à au moins que 54% des bénéficiaires directs des interventions soient des femmes. Les ménages au niveau de leur EFI recevront des sensibilisations sur l'agroécologie, bénéficieront des formations sur des modules spécialement conçus et, parmi ceux qui démontreront de bonnes performances, certains seront appuyés pour leur permettre de mettre en œuvre des investissements indispensables. Leurs exploitations serviront également de champs écoles pour les démonstrations des pratiques aux autres paysans.

Dans ce groupe, un noyau de 50 leaders par coopérative - soit 300 leaders - seront appuyés pour développer des fermes agroécologiques grâce à un mécanisme de financement des EFIs déjà expérimenté par ADISCO qui consiste à appuyer le ménage à s'acheter des facteurs de production (intrants organiques, main d'œuvre, équipement, etc.) et remettre en nature l'équivalent du capital à la coopérative.

##### **1.2. Les coopératives primaires**

Au delà de l'appui aux membres, les coopératives en tant qu'entreprises seront également appuyées notamment par le biais de la mise à niveau des équipements et des infrastructures qui vont leur permettre de positionner sur les marchés des produits de qualité, compétitifs et qui remplissent les conditions nécessaires de certification par les organismes habilités. Un diagnostic complémentaire à celui effectué dans le cadre de la conception du présent projet sera effectué pour se fixer sur la nature des équipements et infrastructures nécessaires pour chacune des coopératives bénéficiaires.

**1. Coopérative TURAMIRIZE :** La Coopérative TURAMIRIZE est une coopérative multi-filière créée en 2012 sur la colline Nyarunazi en commune de Rutegama de la province Muramvya dans la région naturelle du Kirimiro. La coopérative compte 294 membres avec 54% de femmes. La part sociale minimale exigée a été de 10 000 FBU par adhérent avec possibilité de souscrire à cinquante parts supplémentaires au maximum. La coopérative est ancrée sur les collines via les IGG qui comptent actuellement 124 IGG dénombant 1138 membres (environ 900 ménages). La coopérative s'est dotée d'une devise: "*DUHARANIRA Y'UKO UMWIMBU W'IVYO TURIMA UDUHA*

AGATEKA" qui signifie en français: "NOUS LUTTONS POUR QUE LES PRODUITS DE NOS RECOLTES NOUS DONNENT LA DIGNITE".

La coopératives rend des services très importants aux membres et aux communautés et en particuliers la formation technique et coopérative, l'achat groupé des intrants, le stockage et la commercialisation groupée des récoltes. Ces services ont été adaptés aux maillons des chaînes de valeur sur les filières vivrières que la Coopérative a décidé de promouvoir qui sont : maïs, haricot et manioc. Les cultures fruitières prunier du japon et maracuja sont en structuration. Avec l'appui de l'ADISCO, elle a construit son bâtiment propre qui abrite le bureau de la coopérative, un hangar de stockage des récoltes et un point de vente des aliments pour le bétail.

Les services stockage a atteint 6T de maïs et 6T de haricot en 2016<sup>3</sup>, puis 14T de haricot en 2017<sup>4</sup>.

**2.Coopérative Terujimbere** : La Coopérative TERUJIMBERE est une coopérative multi-filière créée en 2012 sur la colline Ruhanza et commune de Giheta en province Gitega dans la région naturelle du Kirimiro. La coopérative compte 294 membres avec 64,2% de femmes. La part sociale minimale exigée a été de 10 000 FBU par adhérent avec possibilité de souscrire à des parts supplémentaires. La Coopérative est ancrée sur les collines via les IGG qui comptent actuellement 120 IGG dénombrant 1124 membres (provenant d'environ 990 ménages). La devise de la coopérative est : "DUHARANIRA IJAMBO, AGATEKA N'AGACIRO KU MWIMBU WACU" qui signifie en français: "NOUS LUTTONS POUR QUE LES PRODUITS DE NOS RECOLTES NOUS DONNENT, LA PAROLE, LA DIGNITE ET LA VALEUR"

Elle est bâtie sur la culture de maïs et de haricot, et propose les services d'approvisionnement en intrants, la formation aux ménages /EFIs, la négociation des financements, le plaidoyer local, le stockage, la transformation et la vente des produits finis ou semi finis.

Sur le plan développement des services stockage et transformation, avec l'appui de l'ADISCO, elle a construit sa propre infrastructure qui abrite un hangar de stockage des récoltes et dispose d'une unité de décortilage/mouture du maïs. Les stocks ont atteint respectivement 8.1T et 14 T de haricot en 2016 et 2017. Aussi, les volumes de maïs transformé ont atteint respectivement 6.6T puis 6.8 T en 2016 et 2017.

La coopérative assure aussi l'approvisionnement des membres en semences pour développer des EFIs.

### **3.Coopérative Tubamurikire** :

La coopérative TUBAMURIKIRE a été créée en 2012. Elle est établie sur la colline Mubuga de la commune et province Ngozi dans la région de Buyenzi. Elle compte 451 membres dont 197 femmes. Elle offre aux membres et à la communauté des services liés à 4 cultures prioritaires : riz, maïs, haricot et manioc. Ces services sont l'achat des intrants, le stockage, la formation, la transformation et commercialisation.

Dans le développement des services, elle dispose déjà des infrastructures et équipements à améliorer : moulin, décortiqueuses de maïs et de riz , tricycle, deux bâtiments à usage de bureau et hangar de stockage.

Sur les deux dernières années, elle a réussi le stockage de 7.6T de haricot, 10.5T de riz ainsi que la transformation de 8.5T de riz, 2.5T de manioc et 0.2T de maïs en 2017. En 2016, elle avait réussi l'achat de 1.1T de semence de maïs, le stockage de 3.1T de maïs, 4.6T de haricot,1.1T de riz ainsi que la transformation de 17.4T de maïs,27.6T de riz,6.7T de manioc.

**4.Coopérative Ntituzerinze** : Fondée en 2012, la coopérative Ntituzerinze est basée à Mihigo, commune Busiga de la province Ngozi dans la région de Buyenzi. Elle compte 332 membres dont

---

<sup>3</sup> Rapport publique ADISCO 2016

<sup>4</sup> Rapport publique ADISCO 2017



167 femmes et est active sur les cultures de haricots, maïs et manioc. Elle fournit aux membres et à la communauté les services d'achat des intrants, la formation, le stockage, la transformation et la commercialisation. Elle dispose pour cela d'un moulin à mettre à niveau et n'a pas encore d'infrastructures construites par elle-même.

Sur les années 2017 et 2016, elle a réussi le stockage de 22 T de haricot et la transformation de 11.9T de manioc, 2.3T de maïs, et 0.7T de sorgho en 2017. Pour 2016, elle avait réussi le stockage de 2.6T de maïs, 13T de haricot, 1T de riz, 1.5T d'oignons rouges ainsi que la transformation de 7.9T de manioc.

**5. Coopérative Ndangamuco :** La coopérative est fondée en 2012 dans la commune Musigati de la province Bubanza dans la région de Mimirwa. Elle compte 440 membres dont 176 femmes. La coopérative travaille sur les cultures de haricot, manioc et maïs sur les services de stockage, commercialisation, mouture, vente des semences et labellisation.

Les données sur les deux dernières années montrent qu'elle a réussi le stockage de 1.8T de haricot et 1.3 T de maïs en 2016, ainsi que le stockage de 4T de haricot et la transformation de 0.45T de farine de maïs en 2017

**6. Coopérative Twogorore :** La coopérative Twogorore est fondée en 2012 dans la commune Bubanza de la province Bubanza de la région de Mimirwa. Elle est active sur les cultures de maïs et de haricot en développant pour les membres et les non membres des services de stockage, commercialisation, mouture, vente des semences.

Les réalisations au niveau de la performance des services sur les deux dernières années montrent qu'elle a réussi le stockage de 1.1T de haricot en 2016 ainsi que le stockage de 9T de haricot et de 1T de riz en 2017.

### **1.3.L'Union Haguruka des coopératives multi filières (UHACOM)**

L'Union Haguruka des Coopératives Multifilières (UHACOM) a vu le jour en date du 5 décembre 2014 lors d'une assemblée générale constitutive des coopératives fondatrices. A l'image des coopératives qui la constituent, l'UHACOM est bâtie sur les principes d'autopromotion, d'économie sociale et solidaire et de démocratie qui sont aussi valorisés par chacun de ses membres à travers la mutualisation des services. Elle est le maillon supérieur d'une communauté paysanne structurée à la base (au niveau des collines) autour de groupes d'autopromotion et de solidarité (IGG) regroupés en coopératives au niveau zonal ou communal qui prône l'autopromotion. On comptait à la fin de 2016, sur toute la zone d'action de l'UHACOM, 2644 IGG composés de 22 123 personnes.

Le siège de l'UHACOM se situe à Bujumbura dans le quartier INSS, Avenue la Culture, numéro 6 et ses interventions s'étendent actuellement sur 11 provinces parmi les 18 que compte le Burundi. Il s'agit des provinces CIBITOKÉ, BUBANZA, MURAMVYA, MWARO, GITEGA, KARUSI, RUTANA, KAYANZA, NGOZI, MUYINGA et KIRUNDO dans lesquelles sont implantées les coopératives agricoles multi filières. Actuellement, l'UHACOM offre ses services à 28 coopératives parmi lesquelles 16 sont membres et 12 autres en perspective d'adhésion.

L'UHACOM dispose d'une boutique centrale d'où elle commercialise les produits issus des coopératives membres mais également dispose d'un service marketing qui s'active dans la recherche et la fidélisation des clients des produits des coopératives. Elle possède de l'expérience dans le commerce comme elle gère une boutique d'intrants agricoles et une boutique des produits des coopératives. Son chiffre d'affaire croît progressivement d'année en année et elle est en 2017 à 15 millions de BIF de produits vendus pour les coopératives<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Rapport annuel projet Renforcement Institutionnel de l'UHACOM (PRIU). Janvier 2018



L'UHACOM sera au centre de l'éducation à la consommation des produits écologiques dans les principaux centres urbains surtout Bujumbura. Le projet appuiera l'UHACOM à se doter d'une légumière pour proposer aux clients les produits issus des EFIS et des coopératives conduits en agro écologie, l'appuiera à organiser un système de livraison en circuits courts aux ménages intéressés et à organiser des séances de dégustation/exposition/vente à l'image des farmers market dans les événements de visibilité identifiés (expositions, foires commerciales, ect).

- Autres bénéficiaires cibles du projet

#### **1.4. Les décideurs politiques**

Les autorités impliquées dans la coordination des interventions agricoles et commerciales, dans la régulation de l'emploi des intrants du secteur agricole, dans l'élaboration des instruments techniques guidant la mise en œuvre des activités spécifiques au secteur agricole (stratégies, plans, ect) ainsi que les acteurs directs de l'élaboration des politiques publiques liées à l'agriculture seront visés par le volet plaidoyer et lobbying du présent projet qui ambitionne de mettre sur la table les questions clés liées à l'agro écologie dans les espaces de discussion et de délibération sur les orientations stratégiques et les décisions pratiques sur l'agriculture.

Sans être exhaustif, la série des cibles déjà pensées par le projet incluent :

- Les élus locaux : la commission parlementaire agriculture, les administrateurs des communes, les conseils communaux, etc.
- Les coordinateurs des interventions : les services centraux (départements fertilisation des sols, vulgarisation, etc.) et déconcentrés du Ministère de l'agriculture (bureaux provinciaux de l'agriculture)
- Les agences des Ministères : office burundais pour la protection de l'environnement (OBPE), le centre national des technologies agro alimentaire (CNTA), institut des sciences agronomiques du Burundi (ISABU), le bureau burundais des normes et standards (BBN), agence Burundais de régulation des médicaments et aliments (ABREMA) etc.
- Les institutions de recherche et de formation : les filières agriculture, sols et amendements des départements agronomie des universités locales
- Les ONGs, projets et bailleurs : la direction du PNSEB, les projets pertinents en cours d'exécution, les bailleurs influents (UE, FIDA, BAD, ect), quelques ONGs actifs dans les thématiques similaires

#### **1.5. Université populaire HAGURUKA**

Branche d'exécution des activités intensives de formation et de recherche action participative des programmes de l'ADISCO, l'UPH a déjà gagné de l'expérience depuis son début en 2014 en termes de développement des parcours d'apprentissage depuis la définition des objectifs d'apprentissage, la mise en œuvre et l'évaluation d'une action de formation.

Les données sur les deux dernières années montrent qu'elle a réussi la formation de 112 leaders en 13 sessions sur 11 modules en 2016, elle a ainsi délivrée 45 diplômes tout en associant 59 paysans chercheurs dans 6 recherches action qu'elle a effectué.

En 2017, elle a réalisée 7 sessions de formations pour 6 modules au profit de 218 leaders avec 14 diplômes délivrés. Aussi, 5 recherches actions ont été réalisés, avec à la clé la publication d'un guide, d'un article en ligne et la concrétisation de 3 MoU avec trois universités pour la collaboration dans la recherche.

Avec le projet, l'UPH interviendra avec son expertise dans le développement des modules, les formateurs de l'UPH assureront les formations ainsi que des appuis méthodologiques au niveau de la mise en œuvre de certaines pratiques dans les champs.

A la fin du projet, l'UPH aura élargi son offre de formation en intégrant le module agro écologie dans la gamme des modules disponibles à l'UPH pour les commanditaires désireux de l'utiliser sur leurs cibles. Egalement, l'UPH interviendra via son département publication et communication dans la conception et publication des outils de promotion liés au projet.

#### □ Bénéficiaires indirects

Les résultats du présent projet bénéficieront également à un large parterre de bénéficiaires indirects.

Dans ceux là se retrouvent les acteurs du développement qui pourront bénéficier d'une documentation fouillée et prouvée par l'expérience sur les pratiques agroécologiques à valeur ajoutée pouvant faire partie de leur planification notamment grâce aux modules, document de capitalisation, campagne de sensibilisation.

Aussi, les consommateurs en général des produits agricoles pourront bénéficier de plus de produits sains dont ils sont utilisateurs, tandis que les producteurs non directement touchés pourront s'inspirer des leçons du présent projet pour se mettre également dans une logique de production agro écologique

#### **Les bénéficiaires directs**

-300 leaders directement formés (50% de femmes), 100 bénéficient du fond EFI au premier tours, 6 coopératives, 5615 propriétaires des EFIs , UHACOM,UPH, quelques décideurs

### **I.4. Organisation de la mise en œuvre du projet par partenaire**

**Chez ADISCO** : Le projet sera dirigé par un **coordonnateur du projet** basé à Bujumbura, qui sera en même temps le responsable du volet plaidoyer du projet. Il sera équipé d'un kit ordinateur et imprimante et utilisera un véhicule loué par le projet uniquement dans la mise en œuvre des activités du projet.

Il travaille avec les cadres des antennes d'Adisco situées dans ces régions, qui seront **3 formateurs agronomiques** qui seront actifs sur le volet techniques agro écologique du projet. Les agronomes utiliseront des moto achetés par le projet uniquement dans le cadre es activités du projet. Ils auront également chacun un kit ordinateur et imprimante pour leur permettre de réaliser leur travail. Le projet utilisera aussi un comptable à moitié temps plein pour le rapportage financier. ADISCO est le responsable des activités de terrain dans les communes identifiées.

**Chez UHACOM** : Le volet marketing sera géré par un **responsable marketing et commercialisation**, cadre d'appui qui disposera d'un ordinateur et aura des journées de déplacement avec le véhicule loué par le projet. Il travaillera avec **un agent commercial** en même temps chauffeur du tricycle de l'UHACOM. Les activités de l'UHACOM seront concentrées à Bujumbura.

**Chez Oxfam au Burundi** : un responsable de projet et un responsable financier appuieront ADISCO et UHACOM dans la coordination des différents volets du projet. Ils serviront de lien avec

Oxfam Allemagne et Oxfam Novib pour l'obtention d'un appui stratégique et technique le cas échéant.

**Le dispositif de mise en œuvre à ADISCO, UHACOM et ON**

ADISCO: coordonateur, 3 FOA avec moto, comptable, appui des services généraux (direction des programmes et administrative)

UHACOM: chargé marketing, chauffeur Tricycle livreur

ON: Program officer, financial officer.

Appui externe: conseiller stratégique d'ADISCO

**I.5. Principaux livrables du projet**

OS1.R1.Documentation des modèles existantes: *1 atelier d'identification, 1 visite locale, 1 visite régionale,*

OS1.R2.Module Agro écologie et formation: *recueil des fiches techniques (1000 copies), 1 atelier de développement du module (30 copies éditées), formation des leaders (10 sessions de 30 leaders)*

OS1.R3.Fermes agro écologiques: *fonds de financement des EFI (100 paysans), 100 champs écoles*

OS2.R1.Sensibilisation et marché bio: *Sensibilisations(Utilisation UPH:15 sessions, Emission radio:12 émissions ,Affiches: 2000 posters ,Ateliers avec les autorités: 6 réunions),marketing(300 paniers à domicile), légumes (3 sites dans la ville de Bujumbura)*

OS2.R2.Appui aux chaînes de production: *3 bâtiments à réaliser, 3 équipements machines*

OS2.R3. Capitalisation et Plaidoyer: *document de capitalisation (1000 copies), atelier de dissémination, structuration d'un comité Agro écologie (2 réunions annuelles)*

**I.6. Les équipements du projet**

ADISCO: Véhicule loué du coordonateur, 3 motos des FOA, 4 ordinateurs, 4 imprimantes, 4 table/chaise ortho

UHACOM: 1 tricycle de l'UHACOM, 1 ordinateur , 1 imprimante, 1 table/chaise

**I.7. Le budget prévu**

2019: 50.000 Euros, 2020:215.000 Euros, 2021: 215.000 Euros, 2022: 120.000 Euros

Total: 600 000 Euros

**I.8. Délai estimé de mise en œuvre**

Le projet devra normalement durer 36 mois, répartis sur les années fiscales 2019-2020 ,2020-2021,2021-2022. Les activités de lancement du programme sont prévues idéalement de commencer en octobre 2019. Les activités de clôture auront lieu en septembre 2022.

L'objectif de l'actuelle étude de faisabilité sera de fournir encore au moment de la phase conceptionnelle, suffisamment d'informations aux responsables des organisations impliquées pour leur permettre de justifier l'approbation, la modification ou le rejet des interventions envisagées dans le but d'atteindre les objectifs et l'impact souhaités. Les présents TDRs orientent le processus de recrutement et la mission des consultant(e)s ou du bureau d'étude qui sera recruté

## II. OBJETS ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'étude évaluera la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité du programme proposé. L'étude servira de référence pour les activités du programme à la lumière des expériences, études et analyses existantes, y compris les leçons apprises dans le contexte des programmes / projets similaires et aussi évaluer globalement la faisabilité du programme et ses composantes. Elle se basera aussi sur des données directement fournies par un large parterre d'acteurs auprès desquels des avis seront collectés

Les conclusions et recommandations de l'étude devraient servir de base à la conception, la planification et le déroulement du programme envisagé conformément aux règles du cofinancement par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Spécifiquement, il s'agira d'évaluer les aspects centraux et questions-clés indiqués ci-dessous pour vérifier l'adéquation des mesures proposées, identifier des éventuelles activités supplémentaires nécessaires et donner des recommandations relatives aux étapes ultérieures.

### II.1. Organisations partenaires

- Analyse des capacités institutionnelles, professionnelles, financières et humaines des organisations partenaires (ADISCO, UHACOM) : Y a-t-il un besoin de formation ou d'autres mesures pour renforcer l'organisation et les capacités des équipes en vue d'atteindre les objectifs du programme?
- Dans quelle mesure les organisations prennent-elles en compte le principe de redevabilité (accountability) envers les communautés (femmes, jeunes et groupes vulnérables) et autres partenaires ?
- Comment jugez-vous leurs relations avec les bénéficiaires et les parties prenantes (légitimité) ? Y a-t-il des convergences ou conflits d'intérêts ? Est-ce que l'interaction entre les partenaires locaux et les bénéficiaires/parties prenantes pourrait être améliorée ? Si oui, par quelle mesure ?
- Avec quelle efficacité les partenaires peuvent-ils travailler avec les autres parties prenantes (partenaires, autorités locales, autres acteurs) ? Comment d'autres parties prenantes seront-elles impliquées dans le déroulement du programme ?
- Dans quelle mesure les organisations prennent-elles en compte les aspects de droits de l'homme et les questions de justice du genre ?

### II.2. Analyse des bénéficiaires et des parties prenantes

#### (a) Bénéficiaires

- Qui sont les bénéficiaires ?
- Quels sont les critères de sélection des bénéficiaires ? / Comment jugez-vous les critères de sélection des bénéficiaires ?

- L'ensemble des bénéficiaires se compose-t-il d'un groupe homogène ou hétérogène relatif aux facteurs tels que le sexe, l'origine ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, les langues, les capacités, etc. ? Comment les composantes du programme vont-elles tenir compte d'une éventuelle hétérogénéité ?
- De quelle manière les activités prévues répondront-elles aux besoins majeurs afin d'avoir l'effet positif le plus grand possible sur la vie des bénéficiaires ?
- Le programme est-il basé sur une estimation réaliste des capacités et des ressources des bénéficiaires, y compris l'accès aux ressources nécessaires ?
- Quel rôle social jouent les différents groupes de bénéficiaires dans la population locale?
- Quels conflits d'intérêts entre les couches de population pourraient être causés par les activités du programme ? Y a-t-il des conflits de l'accès aux ressources ?
- Quel potentiel montrent les groupes de bénéficiaires, quels types d'initiatives personnelles, d'efforts d'auto-assistance et de capacités locales de résolution de problèmes identifiez-vous ? Comment peuvent-ils être soutenus et renforcés dans le contexte du programme ?
- Comment et par quels mesures pourrait-on maximiser la participation active des groupes cibles pendant toutes les étapes du programme (y inclus le suivi et l'évaluation) et assurer leur « ownership » aux résultats et effets?
- Y a-t-il des facteurs socioculturels qui risquent être une entrave à la constitution des groupes solidaires et au changement souhaité ? Y a-t-il partout l'esprit solidaire nécessaire pour la réalisation des activités prévues ?
- Quels autres problèmes majeurs identifiez-vous dans le contexte socio-économique, politique, culturel donné ?

(b) Parties prenantes

- Quelles sont les principales parties prenantes gouvernementales et non-gouvernementales relatif au secteur, au Burundi et à la région?
- Dans quelle mesure les politiques nationales et la stratégie gouvernementale de développement sont-elles prises en compte ? Quel potentiel synergique voyez-vous ?
- Quels sont les intérêts des différentes parties prenantes ? Identifiez-vous des potentiels de conflits d'intérêts ?
- Y a-t-il des d'effets (positifs ou négatifs) du programme sur d'autres projets ou activités des parties prenantes ? Dans quelle mesure sont-ils pris en compte dans la conception de programme ?
- Comment jugez-vous l'appui des différentes parties prenantes ? Quelle influence auront-elles sur le programme? Y a-t-il ou y'aurait-il des accords verbaux ou écrits avec des parties prenantes ?

**II.3. Concept Agro écologie**

- Est-ce que le projet correspond aux exigences du concept agro écologie ? (Diversité dans le agrosystème et biodiversité ; résilience et adaptation au changement du climat ; évitement/ réduction de l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides au minimum ; accès aux ressources (accès terrestre etc.); alimentation saine et variée, approvisionnement des marchés locaux; autonomie des producteurs; solidarité/égalité entre femmes et hommes; participation)

## II.4. Evaluation selon les critères OCDE CAD

Voir "DAC Principles for the Evaluation of Development Assistance", OECD (1991):

<http://www.oecd.org/dac/evaluation/49756382.pdf>

### (a) Pertinence/adéquation

- L'approche du programme et ses composantes répondent-elles aux problèmes majeurs de développement du pays ou de la région ?
- Les objectifs du programme et ses composantes correspondent-ils aux besoins des bénéficiaires, aux besoins de la région, aux priorités nationales et aux politiques des partenaires ?
- Quel est l'impact escompté du programme et ses composantes après achèvement des activités?
- Y a-t-il des alternatives aux interventions proposées par le programme qui méritent d'être pris en compte?
- Quels autres facteurs contextuels doivent être pris en compte, p.ex. au niveau du contexte fragile ?

### (b) Efficacité

- Les activités et l'approche méthodologique choisies sont-elles appropriées pour atteindre les objectifs du programme? Conseillez-vous de renforcer une éventuelle approche multi-niveaux existante avec des activités au niveau micro, méso et / ou macro pour maximiser l'impact du programme ?
- Les synergies avec d'autres programmes / bailleurs, sont-elles mises à profit ?
- Y a-t-il des mesures que vous recommandez pour mieux atteindre les objectifs?
- Voyez-vous une nécessité d'améliorer la logique d'intervention (relatif à la théorie de changement, des hypothèses, le cadre logique) en vue de maximiser l'impact ?
- Suivi d'impact : Quels sont les responsabilités et les intervalles du suivi ? Est-ce qu'il existe des indicateurs appropriés pour mesurer le changement souhaité (pendant la durée du programme et à la fin) ? Est-ce que les groupes cibles et parties prenantes sont impliqués activement dans le suivi ?

### (c) Efficiences

- Les ressources/intrants financières, structurelles et humaines prévues (fonds, expertise, temps, équipements, etc.) seront-elles suffisantes pour réaliser toutes les activités dans les délais prévues avec l'impact souhaité ?
- Les ressources seront-elles utilisées de façon économe et efficiente selon la planification des dépenses?

(d) Impact

- Y a-t-il des objectifs et effets escomptés spécifiques pour chaque groupe cible ? Et se basent-ils sur une analyse fondée sur les problèmes et les besoins?
- Le programme et ses composantes contribuent-ils à la création des structures durables et auront-ils un impact sur un groupe de bénéficiaires étendu (y aurait-il des effets multiplicateurs/de tâche d'huile)?
- Dans quelle mesure les objectifs prennent-ils en compte les aspects de droits de l'homme, des aspects inclusifs, culturels ainsi que ceux sensibles aux conflits et aux questions de justice du genre ?

(e) Durabilité

- Comment jugez-vous la viabilité potentielle du programme et ses composantes après achèvement (les conditions et options de sortie, de renforcement, de transfert de connaissance et de compétence ou d'autres types de transitions ? Quelles mesures pourraient soutenir la durabilité structurelle, socioculturelle, économique, financière, écologique, institutionnelle, réglementaire et opérationnelle ?
- Quel est le rôle / la responsabilité de l'État et de la société civile dans le cadre du programme ? Dans quelle mesure peut-on intégrer les capacités, structures et ressources disponibles à l'échelle locale ? Quelles sont les activités et les instruments les mieux adaptés à consolider l'initiative, la participation et les capacités locales ?
- Quelles conséquences indésirables importantes pourraient menacer les activités ou objectifs du programme ? Dans quelle mesure le programme peut-il prévenir ces effets négatifs (p.ex. prise en compte de l'approche « DO NO HARM ») ?
- Quels risques potentiels (risques pour les équipes de programme, risques institutionnels ou de réputation) identifiez-vous pour la phase de mise en œuvre ? Comment peut-on les minimiser ?

Ces listes de questions ne sont pas exhaustives. Les consultants sont tenus d'utiliser leur expérience professionnelle pour étudier tous les facteurs qu'ils jugent supplémentaires pertinents et les porter à l'attention des responsables d'OXFAM, ADISCO et UHACOM.

### **III. APPROCHE ET MÉTHODES UTILISÉES, EXIGENCES MÉTHODOLOGIQUES DE BASE**

L'étude de faisabilité du programme se fera – si possible - à travers un processus participatif qui permettra la participation des hommes, femmes, jeunes et groupes marginalisés, en prenant en compte l'équité du genre et les différences culturelles. Toutes les données collectées devront être désagrégées par genre et doivent être sensibles à la justice du genre. Le maximum des acteurs du programme prévus devrait être impliqué, à savoir les ménages pauvres et très pauvres, les autorités locales, les partenaires, ADISCO, UHACOM, OXFAM, et d'autres acteurs identifiés comme important pour l'atteinte des objectifs.



La recherche sera conduite au Burundi et particulièrement dans les communes.

L'étude de faisabilité aura lieu en trois phases :

Phase I : La rencontre de cadrage avec le commanditaire (ADISCO, UHACOM et OXFAM) pour échanger sur le TDR, clarifier la méthodologie de mise en œuvre, les documents à mettre à disposition, établir la feuille de route pour le démarrage effectif des activités.

La lecture et l'analyse de tous les rapports et documents jugés importants, tels que :

- Documents de base, références, résultats d'études et d'évaluations antérieurs ;
- Documents préparatoires importants, documents sur les stratégies / politiques nationales, le cas échéant ;
- Documents des projets antérieurs similaires (rapport de mise en œuvre, rapport de formation et d'activités, etc.)
- Directives méthodologiques, le cas échéant
- Critères / paragraphes du rapport d'étude de faisabilité

Tous les documents disponibles auprès d'OXFAM, ADISCO et UHACOM seront mis à la disposition du bureau d'études/Consultant(e).

Phase II : L'analyse approfondie des documents de proposition (narratif et financier) et collecte de données dans les régions d'intervention (désagrégées par genre). Les consultant(e)s vont conduire des interviews et discussions interactives avec les équipes des projets en cours ou exécutés dans les différentes localités par ADISCO et UHACOM, les autorités concernées et les groupes cibles potentiels du programme.

Phase III : Les consultant(e)s vont rédiger un rapport provisoire d'étude et vont le partager avec les organisations impliquées (OXFAM Allemagne et Oxfam au Burundi, ADISCO et UHACOM) pour recevoir leur feedback. Ce sera le rôle des consultant(e)s d'intégrer les commentaires et suggestions pour finaliser le rapport.

L'offre devrait définir et décrire la méthodologie et les outils qui vont être utilisés par les consultant(e)s. Les consultant(e)s sont demandé(s) d'y décrire également selon quels critères ils veulent identifier leurs interlocuteurs (choix des groupes cibles et de l'échantillonnage).

Au minimum, les méthodologiques suivantes doivent figurer dans l'offre formulée par les consultant(e)s :

- La description des différentes phases de l'approche d'étude proposée,
- Les sources d'information qui vont être utilisées pour la collecte des données de base,
- Les stratégies d'échantillonnage, notamment le secteur et le groupe de population représentés dans l'échantillon, les procédures d'échantillonnage et la taille de l'échantillon,
- Les instruments à utiliser pour la collecte de données,
- Les différentes méthodes d'analyse des données qui seront mises en œuvre,
- Les indicateurs et les références utilisés pour chaque question d'évaluation (le cas échéant)

#### **IV. CONDITIONS DE PARTICIPATIONS**

La présente consultation s'adresse aux bureaux d'études / consultant(e)s régulièrement installés au Burundi ou qui sauront prouver leur expérience dans des travaux similaires au Burundi.

La mission sera conduite par une équipe de deux personnes attestant de solides expériences en matière développement rural durable, agro-écologie et d'évaluation de programme de développement intégré et expérience en Genre.

La présente offre est publiée sur les sites d'ADISCO, UHACOM et OXFAM NOVIB (y compris la plateforme RESO). Elle peut aussi être récupérée : aux bureaux d'ADISCO, sis 31, avenue des Etats Unis, Kigobe Sud, Bujumbura ; aux bureaux d'ON, sis avenue du large, 10bis, Kabondo, Bujumbura.

***NB : il faut noter que les personnes clés dont les CV figureront dans l'offre des consultants seront obligatoirement ceux-là qui effectueront le travail demandé.***

#### **V. CALENDRIER, BUDGET, LOGISTIQUE ET LIVRABLES**

La consultation commencera début mars et ne saurait excéder quinze (15) jours. L'étude doit être finalisée le plus tard fin mars (31.03.2019).

Les consultant(e)s / Bureau d'études justifieront la méthodologie et les ressources utilisées pour respecter le chronogramme proposé.

##### **Calendrier de la mission :**

	<b>Rubrique</b>	<b>Périodes</b>	<b>Nombre de jours</b>
<b>1</b>	<b>Préparation de l'évaluation</b>		
1.1			
1.2			
1.3			
<b>2</b>	<b>Travail sur le terrain et partage des résultats provisoires</b>		
2.1			
2.2			
2.3			
<b>3</b>	<b>Rapport d'étude</b>		
3.1			
3.2			
3.3.			
<b>Total</b>			

**Offre financière :**

	Unité	Quantité	Prix par unité (FBU)	Coût total (FBU)
<b>Consultant(e)s</b>				
Honoraires consultant principal	jour			
Honoraires consultant assistant	jour			
Perdiem Burundi (nourriture) pendant la visite de terrain (max. .... BIF/ jour)	jour			
Hébergement *	jour			
<b>Transport</b>				
<b>Autres coûts</b>				
<b>Total</b>				

\* Les coûts d'hébergement seront remboursés après présentation des pièces justificatives (factures) respectant les règlements du Ministère (BMZ).

**Détails du paiement :** Une avance qui ne dépasse pas 50% des coûts totaux peut être transférée sur demande des consultant(e)s. Les consultant(e)s doivent préfinancer toutes ces dépenses liées aux enquêtes de terrain et ces coûts seront remboursés à la fin de la mission.

Les **reçus de paiement en original sont à remettre au bureau d'OXFAM au Burundi** immédiatement après la finalisation de l'évaluation. Sans la remise de reçus de paiement le remboursement ne peut pas avoir lieu. Le paiement total aura lieu après la remise du rapport d'étude définitif en qualité satisfaisante.

**Logistique :**

Les consultant(e)s suivront la politique et les procédures de sécurité d'OXFAM au Burundi ainsi que la politique et les conseils des partenaires. Les consultant(e)s seront eux-mêmes en charge d'organiser le logement et les moyens de transport et de les budgétiser dans leur offre. OXFAM ou ADISCO / UHACOM mettront à disposition des salles de réunion là où cela sera nécessaire et peuvent appuyer les consultant(e)s dans la recherche de logements dans les villages où l'enquête aura lieu.

**Documents à produire :**

- **Un chronogramme de la mission :** A l'issue de la signature du contrat, les consultant(e)s/Bureau d'études proposeront un chronogramme révisé de la mission.
- **Des outils de collecte de données :** les consultant(e)s/Bureau d'études élaboreront et proposeront des outils de collecte qui seront amendés par ADISCO, UHACOM et OXFAM.
- **Un rapport provisoire** qui ne dépasse pas 15 pages sera élaboré. Celui-ci sera soumis par les consultant(e)s/Bureau d'études à ADISCO, UHACOM et OXFAM.
- **Un rapport définitif** en version électronique et dure, de quatre exemplaires, sera déposé à OXFAM qui se chargera de sa dissémination auprès des autres membres et partenaires d'exécution.

Les documents seront présentés sous le format MS Word pour le rapport final, MS EXCEL pour les données quantitatives dans des tableaux et JPEG pour les images.

## **VI. RESPONSABILITÉS RELATIVES À L'ÉTUDE ET MODALITÉS DE GESTION**

La Coordinatrice Projets d'OXFAM Allemagne, Jana Schindler est responsable du processus de contractualisation du consultant. Les consultant(e)s travailleront en étroite collaboration avec le Coordinateur des Programmes d'OXFAM au Burundi et les responsables d'ADISCO et UHACOM, qui se chargeront de faciliter le processus d'évaluation dans la zone d'intervention, fourniront un soutien logistique et donneront des conseils nécessaires pour la bonne mise en œuvre de la mission.

Les Consultant(e)s/Bureau d'études ont en charge de :

- Coordonner l'évaluation
- Elaborer la méthodologie et les outils de collecte de données pour la conduite de la mission ;
- Justifier la procédure utilisée pour le respect du chronogramme proposé (Méthodologie, Personnel, matériels de la mission etc.) ;
- Déterminer les groupes cibles;
- Déterminer l'échantillonnage des différentes populations d'enquêtes ;
- Collecter les données de terrain;
- Collecter toutes autres informations nécessaires à cette étude ;
- Traiter et analyser les données collectées;
- Rédiger un rapport provisoire;
- Restituer les résultats du rapport provisoire
- Intégrer les amendements d' ADISCO, UHACOM et OXFAM et ceux issus de la restitution du rapport provisoire;
- Produire un rapport final d'étude;
- Prendre en compte les éventuels amendements de la relecture du rapport final ;
- Produire la version définitive du rapport.

## **VII. STRATÉGIE , PLAN ET RESPONSABILITES DE DIFFUSION ET UTILISATION DES RESULTATS**

Après la finalisation de l'étude de faisabilité indépendante, le consultant partagera les conclusions et les recommandations avec ADISCO, UHACOM et OXFAM lors d'une réunion de restitution. ADISCO et UHACOM seront en charge de partager les conclusions avec les bénéficiaires du programme (femmes, jeunes, groupes vulnérables), partenaires et autres acteurs pertinents. Le rapport final (ou un résumé du rapport) sera mis à disposition du bailleur de fonds.

## **VIII. PROCESSUS DE SELECTION DE LA PERSONNE OU DE L'EQUIPE CHARGEE DE REALISER L'ETUDE ET ATTENTES RELATIVES A LA PROPOSITION DE L'ETUDE**

Les offres techniques et financières de consultation pour cette étude de faisabilité indépendante doivent être soumises par voie électronique à OXFAM, ADISCO et UHACOM au plus tard 10 Mars 2019 en utilisant les adresses e-mail suivants :

- OXFAM Allemagne, représenté par Mme Jana SCHINDLER, jschindler@oxfam.de
- OXFAM au Burundi, représenté par Mme Alice Quagliato Alice.Quagliato@oxfam.org
- ADISCO, représenté par Mr Libère BUKOBERO , libere.bukobero@adisco.org
- UHACOM, représentée par Mr Appolinaire HACIMANA, appohaci@yahoo.fr

L'offre technique comprendra les éléments permettant d'évaluer l'expérience des consultants (CV détaillé, copies des diplômes, attestations, preuves des travaux antérieurs similaires, note méthodologique détaillant la compréhension de la mission, la méthodologie proposée et le chronogramme –utiliser le tableau Calendrier de la mission-, une attestation de disponibilité pour la période du 10 au 31 mars)

L'offre financière sera établie sur base du tableau –Offre financière-, les coûts totaux devront obligatoirement intégrer les taxes et impôts exigibles.

La sélection finale des consultant(e)s sera communiquée au plus tard **le 11 mars 2019**.

Les critères de sélection sont :

- L'exhaustivité des éléments constitutifs du dossier
- La compréhension de la mission
- La qualité de la méthodologie proposée et les aspects qui permettront à OXFAM, ADISCO et UHACOM d'évaluer que la méthodologie et les outils proposés sont adaptés aux besoins spécifiques de l'étude,
- Le profil, les compétences et expériences de l'équipe des consultant(e)s
- Le caractère approprié de l'offre financière pour les activités et le personnel proposé, en relation avec le budget d'OXFAM.

## **IX. FORMAT DU RAPPORT D'ETUDE**

### **1. Page de couverture indiquant clairement qu'il s'agit d'une étude de faisabilité indépendante et sur laquelle figurent les éléments suivants :**

- Intitulé de l'étude
- Intitulé du programme/projet ou code d'identification de l'affilié
- Couverture géographique : mondiale, région, pays
- Date de finalisation du rapport de l'étude
- Nom et (si disponible) logo du ou des consultants
- Logo d'OXFAM
- Mention claire de l'impossibilité d'utiliser ce rapport à l'externe

- 2. Sommaire**
- 3. Glossaire**
- 4. Liste des abréviations**
- 5. Résumé qui peut être utilisé comme document indépendant**
- 6. Introduction qui énonce les objectifs de l'étude et les questions d'étude**
- 7. Intervention et contexte**
- 8. Méthodologie, dont une indication des éventuelles limites perçues de l'étude**
- 9. Présentation des résultats et de leur analyse**
- 10. Conclusions**
- 11. Enseignements tirés et recommandations**
- 12. Annexes :**
  - Termes de Référence
  - Programme d'étude (principales caractéristiques des données et activités effectuées)
  - Liste des personnes interrogées (nom, fonction et lieu de travail) et des endroits visités
  - Bibliographie et liste des documents utilisés
  - Détail de la composition de l'équipe d'étude (noms, nationalité, expertise, lieu de travail)
  - Régime fiscale applicable aux membres de l'équipe
  - Lien vers les annexes méthodologiques :
    - ✓ Proposition d'étude
    - ✓ Instruments d'étude (p. ex. questionnaires, guides d'entretien)
    - ✓ Données collectées